

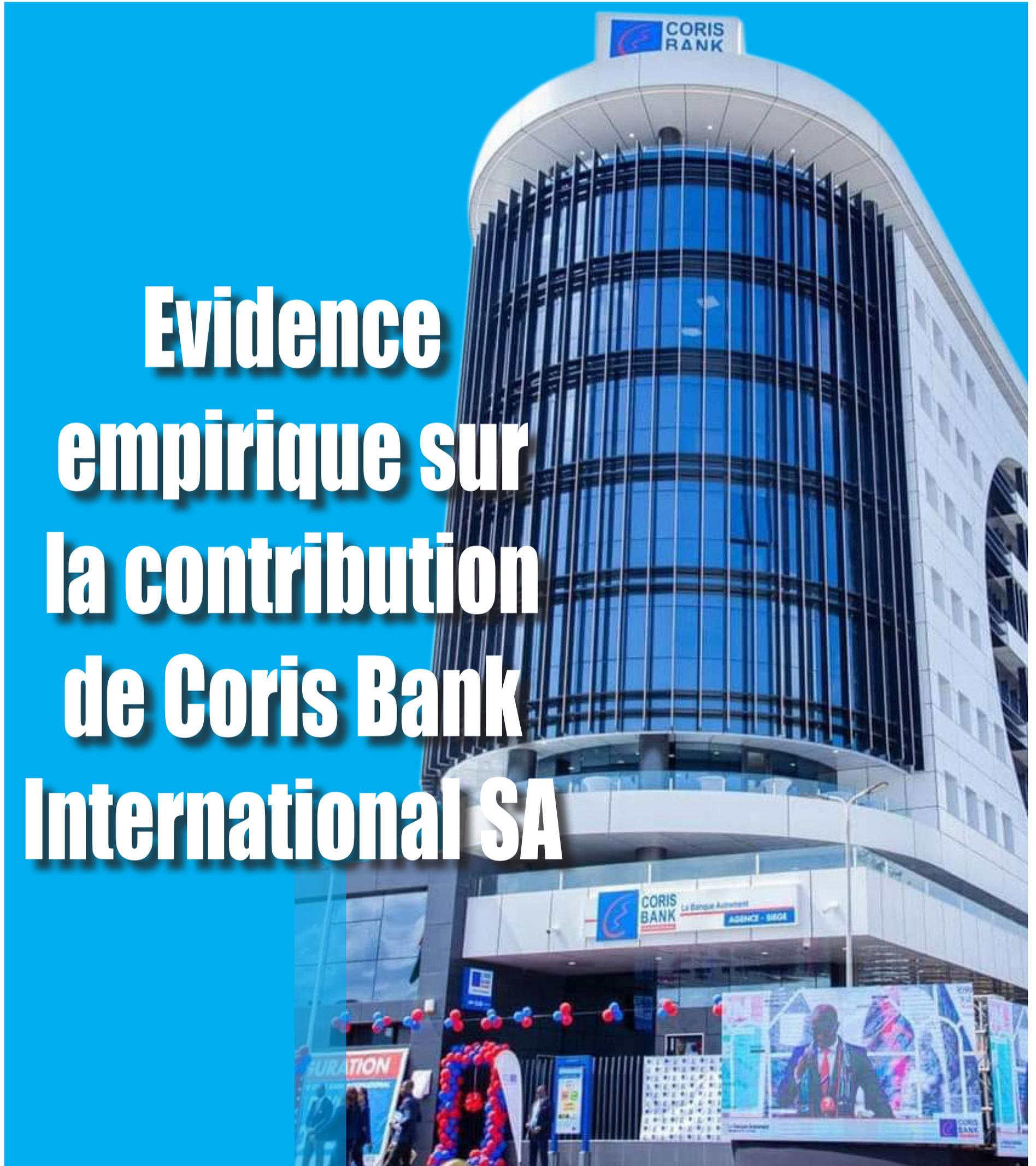
Le Supplément

de L'ECONOMISTE
LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU BURKINA DU FASO

Supplément de L'Economiste du Faso N°553. Ne peut être vendu séparément

Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso

**Evidence
empirique sur
la contribution
de Coris Bank
International SA**



Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso

Evidence empirique sur la contribution de Coris Bank International SA

Article proposé par :

- Dr. Patrice FOROGO, Docteur en Science de Management, membre du Club des Dirigeants Chercheurs de l'ASMP, Economiste, Ingénieur Statisticien et Financier, Cadre de Banque ;
- Kristmi Gédéon BAMOGO, Ingénieur Statisticien, Financier et Cadre de Banque ;
- Drs Mamadou BARRY, Candidat au PhD du CESAG en Sciences de Gestion, Economiste Gestionnaire et Cadre de Banque ;
- Lamoussa KONE, Economiste gestionnaire, Cadre de Banque ;
- Mamadou OUEDRAOGO, Ingénieur Statisticien Economiste, cadre de Banque.

Rédigé en Octobre 2023

RESUME

L'activité bancaire est en plein essor au Burkina Faso avec une prédominance des parts de Coris Bank International (CBI SA). Ainsi, l'objet de cet article est d'évaluer la contribution de CBI SA à la croissance économique au Burkina Faso.

Les résultats montrent qu'une hausse des crédits bancaires octroyés à la clientèle par CBI SA de 1% entraîne une augmentation du PIB du Burkina Faso de 0,18% avec un effet retardé de deux ans. Aussi, une progression des dépôts de la clientèle de cette banque de 1% a un effet sur la croissance du PIB Burkinabè de 0,148% à court terme et de 0,45% à long terme.

INTRODUCTION GENERALE

Au cours des cinq dernières années, malgré le contexte socioéconomique difficile du fait des crises multidimensionnelles auxquelles le pays fait face, le Burkina Faso a connu une forte croissance, tirée par la production d'or, de coton ainsi que des services. Suivant la Direction Générale de l'Economie et de la Planification, sur les cinq dernières années, la croissance économique du Burkina Faso s'est établie en moyenne annuelle à 4,23% contre une moyenne mondiale de 2,8% (sur la décennie 2010-2020) et de la zone Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) de 5,5% sur les 5 dernières années.

Troisième marché bancaire de l'UEMOA, le secteur bancaire burkinabè a connu au cours de ces quinze dernières années, une progression de ses activités de 16,18% contre 14,04% pour la zone UEMOA avec un accroissement des financements à la clientèle en moyenne annuelle de 14,14%. Ce dynamisme du système bancaire, à travers l'activité de financement au secteur privé a probablement contribué à la croissance économique du pays.

Dans le développement du secteur ban-

caire au Burkina Faso, on dénombre à fin juin 2023, seize (16) banques secondaires. Coris Bank Internationale créée en 2008 s'est très vite illustrée comme un important partenaire financier des PME/PMI et des besoins de financement des agents économiques en général. En effet, la contribution de cette institution financière bancaire, en terme de total bilan, a évolué de 4,3% de sa création à 23,0% à fin décembre 2022.

Le succès du modèle de CBI SA s'est traduit par la création dans la sous-région de filiales et succursales. Après quinze années d'activités bancaires marquées par l'intensification du financement de l'économie, il est important de savoir dans quelles mesures l'activité bancaire de CBI SA contribue à la croissance de l'activité économique au Burkina Faso ?

En effet, la relation entre le développement du secteur bancaire et la croissance économique a longtemps fait l'objet de nombreuses recherches en économie. Goldsmith (1969), Mc Kinnon (1973) et Shaw (1973) ont ainsi établi les fondements théoriques et empiriques de la relation entre le développement financier et la croissance économique d'une part, et le développement financier, la réduction des inégalités et de la pauvreté d'autre part. Ainsi, ces auteurs ont été les premiers à trouver une corrélation forte et positive entre le niveau de développement du marché financier et le taux de croissance économique.

Toutefois, dans l'analyse de la relation entre développement financier et croissance économique, le sens de la causalité a souvent été évoqué sous l'hypothèse que la relation entre le développement financier et la croissance ne se traduit pas uniquement par une causalité allant du développement financier vers la croissance économique. La croissance économique peut bien entraîner le développement financier (King et Levine, 1993, Levine et Zervos, 1998).

D'ailleurs, Lewis (1955) avait déjà suggéré une relation pour laquelle les marchés financiers se développent à la suite de la croissance économique, celle-ci stimulant à son tour le développement de ceux-ci.

Par ailleurs, les développements récents dans l'économie de l'information et dans la théorie des contrats ont mené à une analyse plus détaillée des fonctions des banques, des marchés boursiers et des autres sources de financement des entreprises et ont ainsi amélioré la compréhension au niveau microéconomique et institutionnel du rôle des institutions financières dans le développement économique. Enfin, les récents travaux sur la relation entre le système légal et la finance (La Porta, Lopez-de-Silanes, Shleifer et Vishny, 1997 et 1998) ont fourni une autre approche importante dans l'analyse de la relation entre la finance et la croissance économique.

L'objectif de cet article est de déterminer la contribution de Coris Bank Internationale SA au développement économique du Burkina Faso sur les quinze dernières années, à savoir de 2008 à 2022. En utilisant des analyses statistiques et économétriques, l'article montre que CBI SA contribue significativement à court et à long terme à la croissance économique au Burkina Faso à travers l'octroi des crédits à l'économie.

Le présent article est structuré en trois sections. La première section traite de la revue de littérature, faisant ainsi la synthèse des travaux réalisés sur le lien entre le développement du secteur bancaire et la croissance économique. Quant à la deuxième, elle effectue l'analyse descriptive sur l'évolution des différents indicateurs de performance et de rentabilité de Coris Bank Internationale SA sur les quinze dernières années. La troisième et dernière partie présente le modèle économétrique ainsi que les résultats de causalité entre les performances réalisées par CBI SA et la croissance économique au Burkina Faso sur les quinze dernières années.

I. REVUE DE LITTERATURE

Le lien entre le développement du secteur bancaire et le développement économique d'un pays, d'une région a toujours été un sujet important de discussions scientifiques aussi bien dans le domaine de la finance que dans le domaine de l'analyse économique. Les précurseurs de la réflexion autour d'un lien de causalité entre développement du secteur financier (banque y compris) et le développement économique sont donc issus des deux dis-

ciplines de recherche mais avec une ancienneté plus longue au niveau des chercheurs en analyse économique. En effet, les économistes classiques et néo-classiques ont lancé d'abord le débat sur le rôle de la monnaie dans les économies. Say (1803) dans son ouvrage intitulé « traité d'économie politique », annonçait les couleurs lors de l'énonciation de sa « loi des débouchés » où il évoquait la neutralité de la monnaie sur l'activité réelle. Cette assertion voudrait dire que le développement du système financier a un impact limité sur le développement économique des pays et ces derniers devraient un peu plus s'appuyer sur la production réelle pour espérer se développer. Cette neutralité de la monnaie avancée par les économistes classique et néoclassique fut remise en cause par Keynes (1936) dans son ouvrage intitulé « théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » où il remet clairement en cause la neutralité de la monnaie dans le développement, thèse jusqu'alors défendue par la pensée économique classique. Les différentes oppositions entre courants économiques ont fait naître un engouement des chercheurs vers la thématique. Plusieurs réflexions ont donc été menées dans le but d'analyser le lien de causalité entre le développement du système financier (à travers principalement les banques) et le développement économique des pays (à travers la croissance économique).

Les premières véritables études sur la thématique remontent aux années 1950 où dans un article intitulé « financial aspects of economic development » et publié en 1955, Gurley et Shaw ont évoqué l'apport du système financier dans le développement économique des pays. Il s'agit d'une des premières études évoquant la question. D'autres auteurs ont abordé la thématique à la même période. Il s'agit notamment de Goldsmith en 1955 dans « Financial Structure and Economic Growth in Advanced Countries : An Experiment in Comparative Financial Morphology » où il a mis en exergue l'effet des sources et canaux de financement sur la rapidité et la nature de la croissance économique. Il est arrivé à la conclusion qu'un lien existe entre certains actifs notamment les actifs incorporels et l'augmentation de la richesse nationale des pays développés. A leur suite, des études furent menées sur la thématique centrale à savoir la mesure de la relation entre le développement du secteur financier et le développement des pays.

En 1993, King et Levine, ont mené une étude portant sur la véracité de l'approche

Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso

Evidence empirique sur la contribution de Coris Bank International SA

de Schumpeter qui affirmait en 1911 que le système financier peut promouvoir la croissance économique à travers des paramètres comme la mobilisation de l'épargne, la gestion des risques, l'évaluation et le financement des projets etc. Ils sont eux aussi arrivés à la conclusion qu'il existe un fort lien entre le développement du système financier et l'évolution rapide des taux de croissance économique et que les prédictions de développement du secteur financier constituent un bon indicateur de croissance économique à long terme. Levine et al (1998) ont rebondi sur la thématique en vue de déterminer les liens étroits entre l'intermédiation financière et la croissance économique. Ils arrivent aussi à la conclusion que le développement des intermédiaires financiers est positivement associé à la croissance économique. Des études comme celles de Beck et al. (2000) aboutissent aux mêmes résultats d'existence d'une relation positive entre développement du secteur financier et la croissance économique. Cependant, d'autres études arrivent à des résultats moins formels sur l'existence d'une corrélation entre le développement des systèmes financiers et la croissance économique ou le développement économique. La principale étude ayant abouti à des résultats mitigés est celle de R.King et Varoudakis en 1998 intitulée «thresholds in Financial Development and Economic Growth».

Les différentes études évoquées plus haut font référence à des analyses menées pour la plupart dans le contexte occidental ou de pays développés. S'inspirant desdites études, des auteurs ont essayé de mesurer les mêmes liens entre le développement financier et la croissance économique dans les pays en développement, notamment en Afrique. Parmi ces études, certaines ont analysé d'un point de vue global (sur un ensemble de pays) et d'autres se sont intéressés uniquement à des pays bien précis. L'une des principales études ayant évoqué la question sur un ensemble de pays africains est celle réalisée par Kane et Diandy (2019) qui a porté sur le lien de causalité entre le développement financier, la qualité des institutions et la croissance économique. L'étude a concerné une vingtaine de pays d'Afrique au sud du Sahara. Les travaux ont permis d'aboutir à plusieurs types de constats dont le premier est l'existence d'une influence positive des institutions sur le développement financier. Ce premier résultat montre à quel point le développement des institutions est important pour des pays qui souhaitent entamer un cycle de

croissance économique soutenu. Le deuxième résultat important auquel ils sont parvenus est que dans les pays africains où le système financier est relativement important, c'est le développement financier qui induit la croissance économique. Ainsi, pour qu'il y ait une relation positive entre le développement financier et la croissance économique, le pays doit avoir un système financier ayant atteint un certain niveau de maturité. Le dernier résultat marquant de l'étude fait ressortir que pour les pays ayant un faible niveau de développement du secteur financier, c'est plutôt la croissance économique qui induit le développement du secteur financier et cela sous réserve qu'il y ait une amélioration constante de la qualité des institutions du pays. Dans l'ensemble, cette étude permet d'avoir une idée globale sur le lien de causalité entre le développement du secteur financier et la croissance économique dans un nombre important de pays africains au sud du Sahara et la causalité semble inversée pour des pays comme le Burkina Faso où le système financier n'est pas encore à un niveau de maturité élevé.

Pour le cas des études concernant spécifiquement certains pays d'Afrique, la revue de littérature permet de recenser certaines études que nous jugeons pertinentes. Sekali et Bouzahzah (2021) ont étudié la relation entre le développement financier et la croissance économique du Maroc. Ils ont abouti à l'existence d'un lien positif et significatif entre le développement financier et la croissance économique (seulement lorsque le développement financier est mesuré par le crédit bancaire, la masse monétaire et les dépôts bancaires). A contrario, lorsque le développement financier est mesuré par la capitalisation boursière, on aboutit aussi à l'existence d'un lien positif mais non significatif entre le développement financier et la croissance économique. Leurs conclusions montrent que la croissance de l'activité bancaire est plus encline à expliquer la croissance économique du Maroc. Hemche et Benallal (2015) ont mesuré l'effet du développement financier sur la croissance économique de l'Algérie et aboutissent à la conclusion que le développement financier est indispensable à la croissance économique du pays. Au Ghana, Adu et al (2013) ont abordé la question et sont arrivés à la conclusion que le niveau du crédit bancaire au secteur privé rapporté au PIB, ainsi que la masse monétaire rapportée au PIB sont statistiquement et économiquement significatifs, ce qui veut dire que les auteurs trouvent que le développement du

crédit bancaire accordé au secteur privé ou l'augmentation de la masse monétaire stimulent la croissance du PIB. Toujours au Ghana, Ofori-Abebrese et al (2017) ont abordé également la problématique de la relation entre le développement financier et la croissance économique. Ils aboutissent à des résultats assez mitigés à savoir que la quantité de crédit de source intérieure accordée au secteur privé à un lien significatif avec la croissance, ce qui n'est pas le cas des dépôts domestiques. Au Nigeria, Balago (2014) évoque la question du lien entre le crédit bancaire et la croissance économique du pays. Ses résultats font état du fait que les crédits bancaires totaux au secteur de la production (CPS), les crédits bancaires totaux au secteur du commerce général (CGCS) et le total des crédits bancaires au secteur des services ont un effet positif sur la croissance économique du Nigeria. Autrement dit, il existe un lien positif entre la croissance du crédit accordé au secteur privé et la croissance économique du Nigeria.

Pour le cas spécifique de notre zone économique (zone UEMOA), plusieurs études furent menées dont certaines pour apprécier la tendance globale dans la zone et d'autres pour des pays spécifiques. Barry (2012), aborde la question de la causalité entre le développement du secteur financier et la croissance économique dans les pays de l'UEMOA et ceux de la CEDEAO. Il arrive à la principale conclusion de l'existence d'un lien de causalité fort entre le développement financier et la croissance économique dans les pays de l'UEMOA dès lors qu'on tient compte de l'inflation (causalité fréquentielle) et une absence de lien en situation de causalité temporelle. A la suite de Barry (2012), Igwe (2013) a abordé la question en cherchant à établir une relation de causalité entre l'intermédiation financière (notamment à travers les banques) et la croissance économique dans la zone UEMOA mais en utilisant une approche basée sur le concept d'efficacité-X. Il aboutit à la conclusion qu'en zone UEMOA, le niveau d'efficacité productive du système bancaire explique positivement et significativement le taux de croissance du revenu par habitant. Ce qui signifie que l'efficacité du secteur bancaire dans la zone UEMOA joue un rôle important dans la croissance économique de manière générale et la croissance du revenu par habitant de manière spécifique. Abordant le cas spécifique du Sénégal, pays de l'UEMOA, Sambou et Fahad (2021), ont étudié le sens de causalité entre la croissance économique

et le crédit intérieur accordé au secteur privé sénégalais sur la période allant de 1980 à 2018. S'appuyant sur le test de causalité au sens de Toda et Yamamoto et les ARDL (Auto Regressive Distributed Lag), ils arrivent à la conclusion qu'à court terme c'est la croissance économique, le taux d'inflation et les dépenses des administrations publiques qui influencent le niveau de crédit accordé au secteur privé et non l'inverse. Mais à long terme, ce sont uniquement la croissance économique et les dépenses des administrations publiques qui expliquent le niveau de crédit accordé au secteur privé, l'inflation étant neutre à terme. Dembele et Machrafi (2021) ont abordé la question de l'impact du secteur financier à travers son levier bancaire sur la croissance économique de la Côte d'Ivoire, première économie de la zone UEMOA. Les données des années 1990 à 2019 furent utilisées par les auteurs qui ont privilégié la méthode VAR pour l'analyse des données recueillies. Ils aboutissent au fait que le système bancaire et financier du pays a influencé de manière positive la croissance dans la période sous revue. Ainsi contrairement aux résultats obtenus au Sénégal par A.M. Sambou et A. Fahad (2021), c'est le développement du secteur bancaire et financier qui influence positivement la croissance économique de la Côte d'Ivoire et non l'inverse. Ce résultat global cache cependant des spécificités à savoir le fait que la masse monétaire influence négativement la croissance économique. Au Burkina Faso, Forogo (2022) démontre dans le cadre d'une étude sur la conduite du changement dans le système bancaire au Burkina Faso lors de la pandémie sanitaire de la Covid-19 en 2020, que le secteur bancaire burkinabè joue un rôle majeur dans le financement des acteurs de l'économie et partant de là, participe à la croissance de l'économie du pays. Toutefois, il indique que des coefficients négatifs de certaines variables retardées interpellent sur leurs effets négatifs que ces dernières peuvent jouer sur la croissance.

Ces différentes études portant tantôt sur le lien de causalité entre le développement du système financier et le développement économique, tantôt sur le lien de causalité entre le secteur bancaire et la croissance économique prouvent l'intérêt grandissant de l'univers de la recherche en finance sur cette thématique centrale. Nous constatons cependant que les études aboutissent à des résultats assez divergents pour des pays souvent issus du même chapeau de classement en termes de niveau de développe-



Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso

Evidence empirique sur la contribution de Coris Bank International SA



ment. Cette donne offre donc une belle opportunité de poursuivre la recherche autour de cette problématique centrale qui pourrait guider les décideurs sur les choix de politique économique.

La présente étude s'inscrit dans une continuité des études menées sur la thématique mais en ayant pour terrain d'étude le Burkina Faso, terrain faiblement exploré jusqu'à présent mais qui pourrait produire des résultats assez spécifiques vue le niveau de développement du secteur bancaire et la forte croissance économique observée dans le pays au cours de la dernière décennie. Cette étude tire aussi son originalité dans le fait qu'au-delà d'analyser le lien de causalité entre le développement du secteur bancaire (à travers certains indicateurs clés du secteur) et le développement économique du pays, nous analysons l'apport d'une institution bancaire en particulier Coris Bank International SA, née de la transformation d'un établissement financier, la Financière du Burkina en 2008, première banque du pays depuis 2016 et deuxième de l'UEMOA en 2022 en termes d'activités. Cela permettra surtout de savoir si la croissance fulgurante de l'activité de cette institution sur les quinze (15) dernières années, a eu un impact direct sur la croissance économique du Burkina Faso.

II. Analyse descriptive de l'évolution des indicateurs de CBI SA

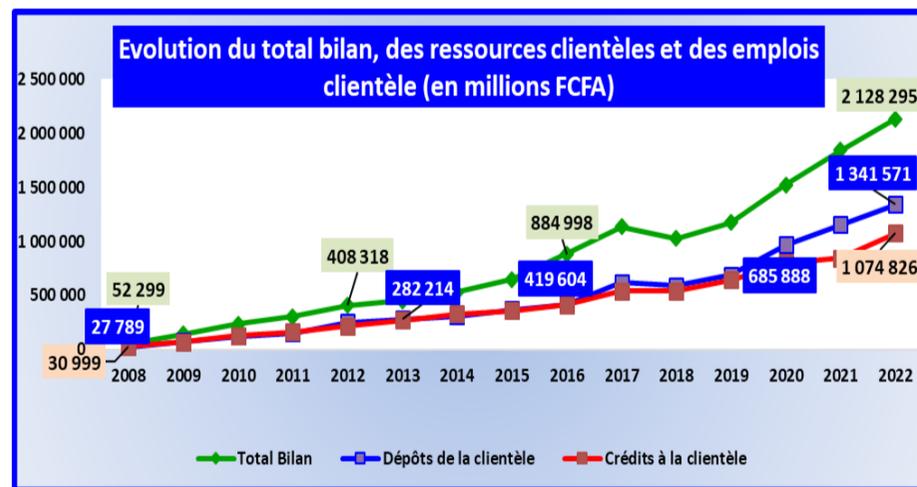
Les données utilisées dans le cadre de cette étude peuvent être regroupées en trois catégories :

- les indicateurs de performance et de rentabilité de CBI SA : ils ont été obtenus pour l'essentiel à partir des rapports d'activités disponibles sur le site web de l'institution ;

- les données des banques et établissements financiers à caractère bancaires : elles proviennent des rapports annuels de la Commission bancaire ;

- les données macroéconomiques du Burkina Faso : elles proviennent à la fois de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie du Burkina Faso (INSD), de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et de la Banque Mondiale.

II.1 Analyse des indicateurs de performance et de rentabilité



Graphique 1 : Evolution des indicateurs de performance de CBI SA de 2008 à 2022

Source : Rapports annuels CBI SA

Au cours des quinze dernières années, les indicateurs de gestion de CBI SA ont connu des croissances très appréciables. Au fil des années, la banque a conforté son développement à travers une démarche qui lui est propre, en innovant et en améliorant sans cesse la qualité de ses services, lui permettant de distancer ses concurrents.

D'une situation patrimoniale de 52,3 milliards FCFA en 2008, le total bilan s'est accru en moyenne de 30,0% chaque année pour se fixer à 2 128,3 milliards FCFA à fin 2022. La performance atteinte en 2022a hissé la banque au deuxième rang suivant le total bilan dans le classement des 132 banques en activité au sein de l'UEMOA suivant le rapport annuel 2022 de la Commission Bancaire de l'UEMOA.

Les ressources clientèle croissent sur la même période de 32% en moyenne chaque année, passant de 27,8 milliards FCFA en 2008 à 1 341,6 milliards FCFA en fin 2022.

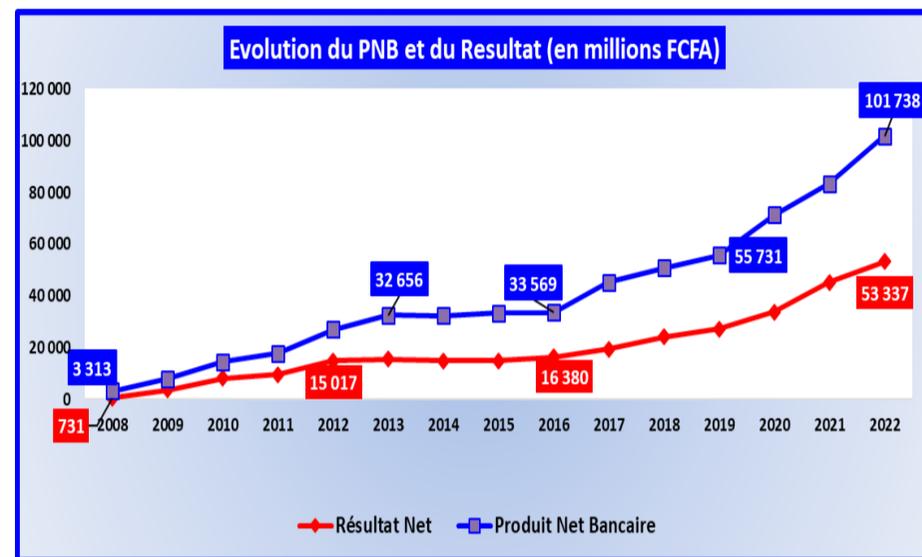
Aussi, la banque a soutenu activement l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leur projet. L'encours des financements à la clientèle a connu une croissance exponentielle passant de 31,0 milliards FCFA en fin 2008 à 1 074,8 milliards FCFA en fin 2022, soit une évolution annuelle moyenne de 29%.

Le développement des activités au cours de la période a été soutenu par les actionnaires à travers des augmentations successives du capital social de la Banque. En effet,

le capital social est passé de 5,0 milliards FCFA à fin 2008 à 32 milliards FCFA depuis 2017. Ces différentes augmentations ont permis de renforcer les fonds propres et de soutenir le développement des activités et les ambitions de l'organe dirigeant.

Le montant des Fonds Propres Effectifs de CBI SA est passé de 6,2 milliards FCFA en 2008 à 206,7 milliards FCFA en 2022, soit une évolution moyenne annuelle de 28,5%. Ce montant de fonds propres, l'un des plus importants de la zone UEMOA, permet à CBI SA d'avoir une capacité importante en termes de financement de l'économie nationale et sous régionale au regard des exigences nées de l'application des normes Bâle 2 et 3 en termes de maîtrise des risques.

Graphique 2 : Evolution du PNB et du Résultat Net de CBI SA de 2008 à 2022

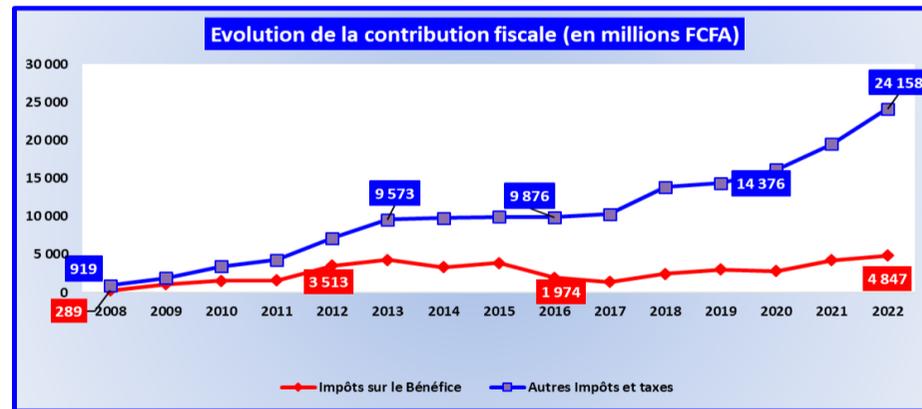


Source : Rapports annuels CBI SA

Les stratégies commerciales menées en termes de collectes de ressources, de financements directs et par signature ont permis de dégager un Produit Net Bancaire (PNB) de 101,7 milliards FCFA à fin 2022 contre 3,3 milliards FCFA réalisés en 2008, soit une croissance annuelle moyenne de 28%.

Dans la même dynamique, après une réalisation de 731 millions FCFA en 2008, le bénéfice net s'est accru de 36% en moyenne chaque année pour se fixer à 53,3 milliards FCFA à fin 2022.

Graphique 3 : Evolution de la contribution fiscale de 2008 à 2022



Source : Direction Générale CBI SA

La contribution de la banque au budget de l'Etat s'est considérablement renforcée au cours de la période. Depuis 2008, la contribution fiscale de CBI SA se chiffre à 195 milliards FCFA, passant de 1,2 milliard FCFA en 2008 à 27,3 milliards FCFA en 2022, soit une croissance annuelle moyenne de 25,0%. La contribution fiscale annuelle moyenne de la période ressort à 13,0 milliards FCFA. Elle est composée de l'impôt sur le bénéfice mais aussi de divers impôts et taxes (TVA, TAF, IRC-IRVM, commissions sur transferts hors UEMOA, etc). A fin 2022, la banque s'est particulièrement illustrée en se positionnant parmi les plus gros contributeurs aux recettes fiscales, ce qui lui a valu des félicitations de la Direction Générale des Impôts.

Aussi, la banque a été particulièrement dynamique et très active dans le financement des Etats membres de l'UEMOA à travers la souscription aux bons et obligations assimilables du trésor. Ainsi, l'encours des titres détenus par la banque s'est accru en moyenne de 48% chaque année pour se fixer à 761,9 milliards FCFA à fin décembre

Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso

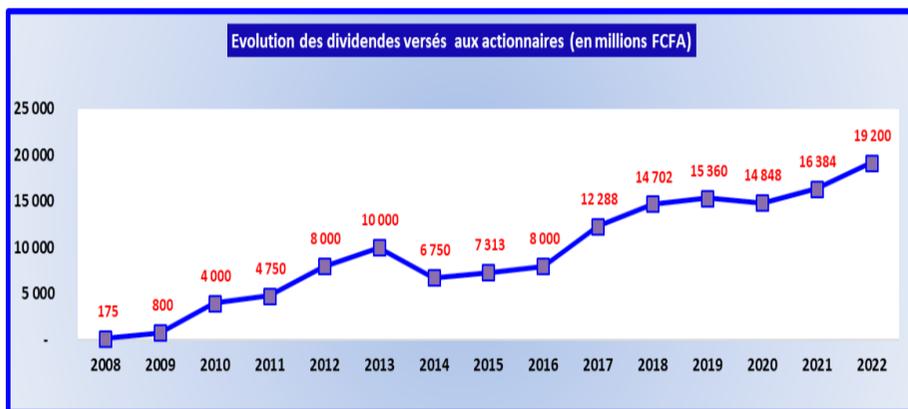
Evidence empirique sur la contribution de Coris Bank International SA

2022 contre **5,0 milliards FCFA** en 2008.

En termes de couverture géographique du réseau, la banque a ouvert en moyenne quatre (04) agences chaque année depuis 2008, portant le nombre du réseau à soixante-et-une (61) agences en fin 2022 contre quatre (04) en 2008. En lien avec le développement des activités et l'ouverture des nouvelles agences, l'effectif de la banque s'est également renforcé au cours de la période. Ainsi, la banque emploie **693** travailleurs à fin décembre 2022 contre **37** en 2008, soit en moyenne **46** recrutements nets des sorties par an.

Sur les quinze dernières années, CBI SA a contribué activement à la bancarisation au Burkina Faso. A l'image des indicateurs susmentionnés, le fonds de commerce s'est renforcé au cours de la période. Ainsi à fin 2022, **473 449** clients font confiance à CBI SA contre **14 408** en 2009, soit une croissance annuelle moyenne de **31%** au cours de la période. Aussi, la banque a lancé depuis 2018, le portemonnaie électronique Coris money, plateforme de services financiers permettant aux clients, y compris ceux n'ayant pas de comptes bancaires, d'envoyer et de recevoir de l'argent, de payer des factures à partir de leur téléphone, du GAB ou du TPE, etc.

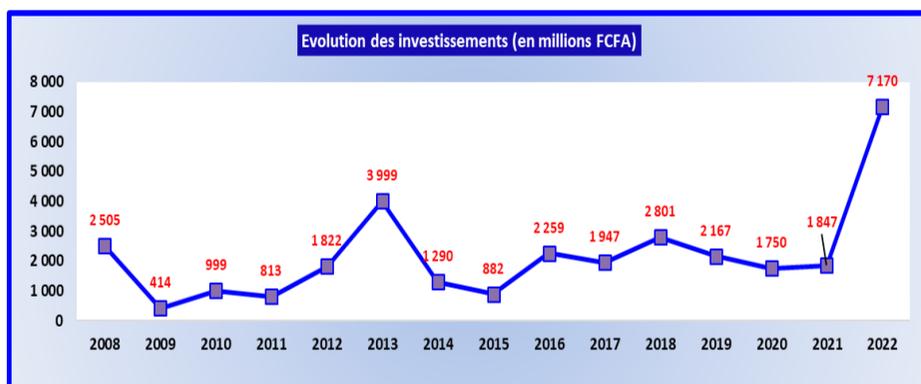
Graphique 4 : Evolution des dividendes versés de CBI SA de 2008 à 2022



Source : Rapports de gestion de CBI SA

Sur la base du bénéfice de **789 millions FCFA** de l'exercice 2008, CBI SA a versé à ses actionnaires **175 millions FCFA** sous forme de dividendes. En lien avec l'amélioration de sa rentabilité, le dividende servi a significativement évolué au fil des années à l'image des autres indicateurs. Ainsi, la banque a versé **19,2 milliards FCFA** à ses actionnaires sur la base du résultat de l'exercice 2022, soit une croissance annuelle moyenne de **40%** sur les **15** dernières années. Ce niveau de dividende traduit l'attitude prudente de la banque en matière de distribution de dividende du fait des exigences prudentielles de plus en plus renforcées suite à l'entrée en vigueur des normes Bâle 2 et 3 intervenue depuis le 01 janvier 2018. Sur les quinze dernières années, la banque a distribué au total sous forme de dividende à ses actionnaires **142,5 milliards FCFA**.

Graphique 5 : Evolution des investissements de CBI SA de 2008 à 2022



Source : Direction Générale de CBI SA

En terme d'investissement, de 2008 à 2022, CBI SA a investi **32,7 milliards FCFA** au profit de sa croissance interne et externe. Les investissements portent entre autre sur les installations et aménagements divers, le matériel et mobilier de bureau, les matériels de transports (véhicules de fonctions, etc.), l'acquisition et le déploiement de matériels informatiques et de logiciels, les distributeurs automatiques de billets ainsi que les aménagements dans le cadre de l'extension du réseau d'agences. Les investissements, particulièrement importants en **2022 (7,2 milliards FCFA)**, sont en lien avec le projet de construction de son nouveau siège.

II.2 Analyse de la contribution de CBI SA sur le marché bancaire national

Analyse de l'environnement bancaire et changements majeurs

Tableau N°01 : Profilage des Banques installées au Burkina Faso de 2008 à 2022

| Rubrique | 31/12/2008 | 31/12/2022 | Variation | | |
|---|------------|------------|-----------|---------|----------|
| | | | Brute | % | TCAM |
| Nombre de grandes banques (Total Bilan >= 200 Mds) | 0 | 14 | 14 | | |
| Nombre de moyennes banques (200 Mds > Total Bilan >= 100 Mds) | 6 | 0 | -6 | -100,0% | -100,00% |
| Nombre de petites banques (Total Bilan < 100 Mds) | 6 | 1 | -5 | -83,3% | -12,01% |
| Nombre total de banques | 12 | 15 | 3 | 25,0% | 1,61% |
| Total bilan (en millions de FCFA) | 1 202 380 | 9 263 769 | 8 061 389 | 670,5% | 15,70% |
| Ressources clientèle (en millions de FCFA) | 827 136 | 5 997 059 | 5 169 923 | 625,0% | 15,20% |
| Emplois clientèle (en millions de FCFA) | 661 937 | 4 650 531 | 3 988 594 | 602,6% | 14,94% |
| Total bilan (en millions de FCFA) | 84 035 | 3 377 010 | 3 292 975 | 3918,6% | 30,19% |

Source : Rapport annuel 2008 de la Commission Bancaire et données APBEF-B¹ 2022

L'année 2008 a été marquée par une accélération notable de la crise financière internationale et ses répercussions sur le secteur bancaire et financier de l'UEMOA. Au Burkina Faso, à fin 2008, le paysage bancaire était composé de 12 banques et 5 établissements financiers à caractère bancaire (Rapport annuel 2008 de la Commission Bancaire).

L'analyse de la structure de la taille fait ressortir à cette date deux catégories de banques :

les moyennes banques au nombre de six (06) avec un total bilan compris entre **100 milliards FCFA** et **200 milliards FCFA** ;

les banques de petite taille avec un total bilan inférieur à **100 milliards FCFA** également au nombre de six (06).

Au cours des quinze dernières années, cette structure a fondamentalement évolué. Ainsi, au 31 décembre 2022, le paysage bancaire compte quatorze (14) grandes banques et **une (01)** banque de petite taille. Les changements majeurs intervenus au cours de la période sont les suivants :

- **2008** : la BIB (Banque Internationale du Burkina) alors première banque du pays, acteur majeur du financement de l'économie a été cédée au groupe United Bank of Africa (UBA) du Nigéria ;

- **2009** : la Banque Agricole et Commerciale du Burkina (BACB) a été absorbée par ECOBANK- Burkina dans une opération de fusion-absorption ;

- **2011** : CBAO Succursale du Sénégal (Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale) est créée par le groupe Attijariwafa bank à travers sa filiale CBAO Sénégal ;

- **2013** : la Société Générale de Banques au Burkina (SGBB) change de dénomination sociale et devient Société Générale Burkina Faso (SGBF) ;

- **2014** : suite à l'acquisition de la Banque Régionale de Solidarité par Oragroup, les agences de la BRS présentes dans huit (8) pays de l'UEMOA changent leur nom au profit de Orabank. C'est dans ce contexte que BRS Burkina devient Orabank Burkina ;

- **2015** : le groupe des Banques de l'Union Economique Monétaire de l'Afrique de Ouest lance ses activités au Burkina à travers l'ouverture de la Banque de l'Union du Burkina Faso (BDU-BF) ;

- **2017** : la Banque Agricole du Faso est née à travers la volonté des plus hautes autorités du Burkina Faso à s'engager de manière résolue pour la création d'une banque dédiée prioritairement au financement du secteur rural ;

- **2018** : lancement des activités de Wendkuni Bank International (WBI) par des promoteurs majoritairement nationaux. La même année, la Banque de l'Habitat du Burkina Faso change de dénomination sociale au profit de International Business Bank (IB Bank) ;

- **2021** : le groupe Vista Bank acquiert les parts majoritaires de BNP Paribas dans le capital de la BICIAB qui devient Vista Bank Burkina.

En somme, de fin 2008 à fin 2022 :

¹ APBEF-B : Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Burkina Faso

Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso

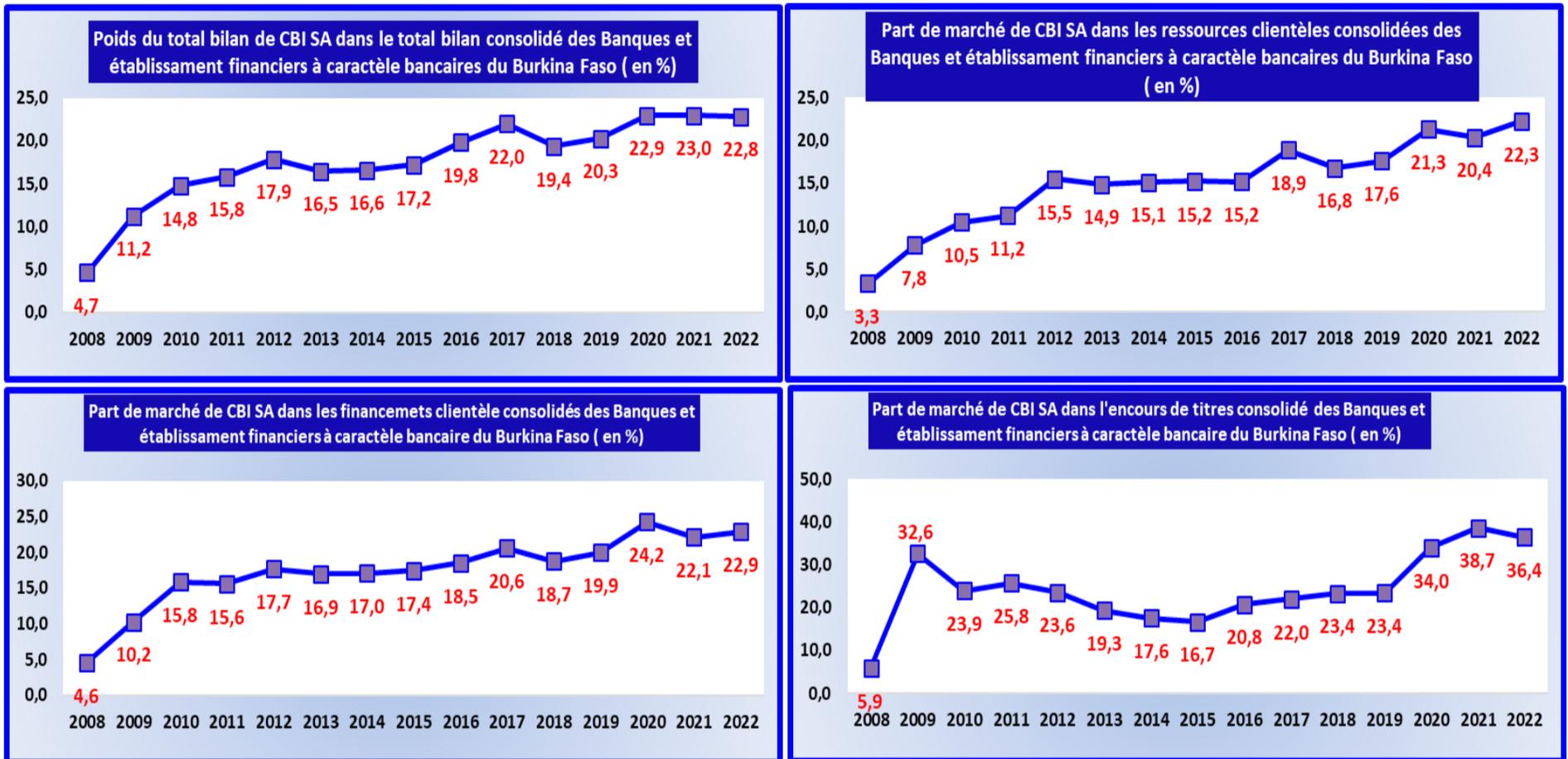
Evidence empirique sur la contribution de Coris Bank International SA

- 4 nouvelles banques ont démarré leurs activités ;
- 1 banque a été absorbée,
- 4 banques ont connu une restructuration importante de leur capital ou un changement de dénomination sociale.

• Analyse du marché bancaire

Evolution des parts des marchés de CBI SA suivant le classement des banques et établissements financiers à caractère bancaire du Burkina Faso de 2008 à 2022, en termes de total bilan, dépôts clientèle, emplois clientèle et encours de titres de placement.

Graphique 6 : Evolution des parts de marché de 2008 à 2022



Sources : nos calculs à partir des données issues des rapports annuels de la COBA de 2008 à 2022.

• Analyse du total bilan

Tableau N°02 : Evolution du total bilan des Banques installées au Burkina Faso de 2008 à 2022

| BANQUE | 2008 | | | 2022 | | | TCAM ¹ |
|-------------------|------------------|----------------|----------|------------------|----------------|----------|-------------------|
| | TOTAL BILAN | PART DE MARCHÉ | RANG | TOTAL BILAN | PART DE MARCHÉ | RANG | |
| CBI | 52 299 | 4,3% | 8 | 2 128 295 | 23,0% | 1 | 30,3% |
| BOA | 146 961 | 12,2% | 4 | 1 163 300 | 12,6% | 2 | 15,9% |
| ECOBANK | 147 248 | 12,2% | 3 | 1 123 096 | 12,1% | 3 | 15,6% |
| SGBB-SGBF | 144 804 | 12,0% | 6 | 770 773 | 8,3% | 4 | 12,7% |
| BIB/UBA | 196 549 | 16,3% | 1 | 655 051 | 7,1% | 5 | 9,0% |
| BABF | 45 064 | 3,7% | 9 | 453 687 | 4,9% | 7 | 17,9% |
| BCB | 185 208 | 15,4% | 2 | 474 285 | 5,1% | 6 | 6,9% |
| BDU | | | | 428 579 | 4,6% | 8 | |
| BRS-ORABANK | 11 909 | 1,0% | 11 | 414 451 | 4,5% | 9 | 28,9% |
| BHBF-IBBANK | 9 492 | 0,8% | 12 | 387 827 | 4,2% | 10 | 30,3% |
| BICIAB-VISTA BANK | 146 864 | 12,2% | 5 | 349 046 | 3,8% | 11 | 6,4% |
| BSIC | 23 850 | 2,0% | 10 | 292 671 | 3,2% | 12 | 19,6% |
| BACB | 92 132 | 7,7% | 7 | | 0,0% | | -100,0% |
| BADF | | | | 291 266 | 3,1% | 13 | |
| WBI | | | | 251 761 | 2,7% | 14 | |
| CBAO | | | | 79 681 | 0,9% | 15 | |
| TOTAL | 1 202 380 | 100,0% | | 9 263 769 | 100,0% | | 15,7% |

Source : Rapport annuel 2008 de la Commission Bancaire et données APBEF-B 2022

Le total bilan² des banques du Burkina Faso se consolidait à **1 202,3 milliards FCFA** à fin 2008. Il s'est accru en moyenne de **15,7%** chaque année pour se fixer à **9 263,8 milliards FCFA** dont BIB-UBA, leader du marché détenait **16,3%** de part. A la même année, CBI SA se positionnait en 8^{ème} rang avec un total bilan de **52,3 milliards FCFA** et

² Le total bilan représente le patrimoine (l'ensemble des actifs détenus) ou son financement (capitaux propres et ressources assimilées et dettes)

Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso

Evidence empirique sur la contribution de Coris Bank International SA

une part de marché de 4,3%.

Depuis lors, la banque n'a cessé de conquérir de nouvelles parts de marché voir (graphique 6). En 2016, CBI SA avec un total bilan de **885 milliards FCFA** devient la première banque du Burkina avec une part de **19,8%**. Elle se maintient à cette place depuis lors et renforce sa part de marché qui se chiffre à **23%** à fin 2022.

• Analyse des financements clientèle

Tableau N°03 : Evolution du total crédits des Banques installées au Burkina Faso de 2008 à 2022

| BANQUE | 2008 | | | 2022 | | | TCAM |
|-------------------|----------------|----------------|----------|------------------|----------------|-----------|----------------|
| | TOTAL CREDITS | PART DE MARCHE | RANG | TOTAL CREDITS | PART DE MARCHE | RANG | |
| CBI | 30 999 | 4,7% | 8 | 1 096 631 | 23,6% | 1 | 29,0% |
| BOA | 85 451 | 12,9% | 4 | 642 663 | 13,8% | 2 | 15,5% |
| SGBB-SGBF | 97 478 | 14,7% | 1 | 481 195 | 10,3% | 3 | 12,1% |
| ECOBANK | 95 208 | 14,4% | 2 | 456 610 | 9,8% | 4 | 11,8% |
| BABF | 26 951 | 4,1% | 9 | 252 202 | 5,4% | 5 | 17,3% |
| BCB | 56 259 | 8,5% | 7 | 243 851 | 5,2% | 6 | 11,0% |
| BHBF-IBBANK | 4 101 | 0,6% | 12 | 231 427 | 5,0% | 7 | 33,4% |
| BICIAB-VISTA BANK | 85 009 | 12,8% | 5 | 224 625 | 4,8% | 8 | 7,2% |
| BDU | | | | 211 824 | 4,6% | 9 | |
| BRS-ORABANK | 8 683 | 1,3% | 11 | 189 402 | 4,1% | 10 | 24,6% |
| BIB/UBA | 90 661 | 13,7% | 3 | 188 938 | 4,1% | 11 | 5,4% |
| WBI | | | | 127 106 | 2,7% | 12 | |
| BADF | | | | 125 111 | 2,7% | 13 | |
| BSIC | 16 198 | 2,4% | 10 | 115 067 | 2,5% | 14 | 15,0% |
| CBAO | | | | 63 879 | 1,4% | 15 | |
| BACB | 64 939 | 9,8% | 6 | | 0,0% | | -100,0% |
| TOTAL | 661 937 | 100,0% | | 4 650 531 | 50,2% | | 14,9% |

Source : Rapport annuel 2008 de la Commission Bancaire et données APBEF-B 2022

Les financements à la clientèle net de provision octroyés par les banques installées au Burkina Faso se chiffraient à **661,9 milliards FCFA** en 2008. La SGBB, leader du marché détenait une part de **14,7%**. CBI SA occupait le **9^{ème}** rang sur les 12 banques en activité avec un encours de **30,9 milliards FCFA** et une part de marché de **4,7%**. Depuis 2008, les financements clientèle octroyés par le système bancaire burkinabè se sont accrus significativement avec une croissance annuelle moyenne de **14,9%** pour se fixer à **4 650,5 milliards FCFA**, en dessous de la croissance annuelle moyenne enregistrée par CBI SA (**29%**).

En effet, entre 2008 et 2011, sa part de marché a plus que triplé, passant de **4,7%** à **15,8%**. En 2016, CBI SA devient leader du marché bancaire avec un encours de **413,6 milliards FCFA** et une part de **18,5%** devançant ainsi ECOBANK (**364,9 milliards FCFA**). La banque affiche le meilleur taux de croissance annuel moyen des financements à la clientèle (**+29%**) sur les quinze dernières années, avec un encours de financement de **1 096,6 milliards FCFA** à fin 2022 et une part de marché de **23,6%**.

• Analyse des dépôts clientèle

Tableau N°04 : Evolution des dépôts des Banques installées au Burkina Faso de 2008 à 2022

| BANQUE | 2008 | | | 2022 | | | TCAM |
|-------------------|----------------|----------------|----------|------------------|----------------|-----------|----------------|
| | TOTAL DEPÔTS | PART DE MARCHE | RANG | TOTAL DEPÔTS | PART DE MARCHE | RANG | |
| CBI | 27 789 | 3,4% | 9 | 1 348 265 | 22,5% | 1 | 32,0% |
| BOA | 128 021 | 15,5% | 2 | 875 498 | 14,6% | 2 | 14,7% |
| ECOBANK | 108 167 | 13,1% | 4 | 763 153 | 12,7% | 3 | 15,0% |
| SGBB-SGBF | 97 717 | 11,8% | 5 | 539 917 | 9,0% | 4 | 13,0% |
| BIB/UBA | 155 240 | 18,8% | 1 | 426 375 | 7,1% | 5 | 7,5% |
| BABF | 34 597 | 4,2% | 8 | 296 341 | 4,9% | 6 | 16,6% |
| BCB | 60 904 | 7,4% | 7 | 284 701 | 4,7% | 7 | 11,6% |
| BDU | | | | 275 159 | 4,6% | 8 | |
| BICIAB-VISTA BANK | 120 511 | 14,6% | 3 | 253 892 | 4,2% | 9 | 5,5% |
| BRS-ORABANK | 10 096 | 1,2% | 11 | 236 819 | 3,9% | 10 | 25,3% |
| BHBF-IBBANK | 3 437 | 0,4% | 12 | 208 584 | 3,5% | 11 | 34,1% |
| BSIC | 18 254 | 2,2% | 10 | 182 509 | 3,0% | 12 | 17,9% |
| WBI | | | | 144 420 | 2,4% | 13 | |
| BADF | | | | 113 237 | 1,9% | 14 | |
| CBAO | | | | 48 189 | 0,8% | 15 | |
| BACB | 62 403 | 7,5% | 6 | | 0,0% | | -100,0% |
| TOTAL | 827 136 | 100,0% | | 5 997 059 | 64,7% | | 15,2% |

Source : Rapport annuel 2008 de la Commission Bancaire et données APBEF-B 2022

Les ressources clientèles consolidées détenues par les banques étaient de **827,1 milliards FCFA** à fin 2008. BIB-UBA était le leader du marché avec un encours de **155,2 milliards FCFA** et une part de **18,8%**. CBI SA occupait le **8^{ème}** rang avec un encours de ressources clientèle de **27,8 milliards FCFA** et une part de marché de **3,4%**.

Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso

Evidence empirique sur la contribution de Coris Bank International SA

Quinze ans plus tard, les ressources clientèle détenues par les banques du Burkina Faso se sont accrues en moyenne annuelle de **15,2%** pour s'établir à **5 997,1 milliards FCFA** à fin 2022. Cette croissance a été principalement tirée par les performances de CBI SA. En effet, depuis 2008 les ressources clientèle de la banque se sont accrues en moyenne de **32,0%** pour se fixer à **1 348,3 milliards FCFA** à fin 2022. En 2019, CBI SA devient leader du marché avec un encours de **688,8 milliards FCFA** et une part de marché de **17,6%** au détriment de ECOBANK (**679,6 milliards FCFA**). Depuis lors, il s'est maintenu à cette position tout en renforçant sa part de marché qui s'établit à **22,5%** à fin 2022.

• Analyse de l'encours des titres de placement

Tableau N°05 : Evolution des titres de placements des Banques installées au Burkina Faso de 2008 à 2022

| BANQUE | 2008 | | | 2022 | | | TCAM |
|-------------------|---------------------|----------------|----------|---------------------|----------------|-----------|--------------|
| | TITRES DE PLACEMENT | PART DE MARCHÉ | RANG | TITRES DE PLACEMENT | PART DE MARCHÉ | RANG | |
| CBI | 5 000 | 5,9% | 5 | 825 097 | 24,4% | 1 | 44,0% |
| BIB/UBA | 19 371 | 23,1% | 2 | 422 970 | 12,5% | 2 | 24,6% |
| ECOBANK | 4 413 | 5,3% | 6 | 404 008 | 12,0% | 3 | 38,1% |
| BOA | 17 211 | 20,5% | 3 | 381 612 | 11,3% | 4 | 24,8% |
| BCB | 3 701 | 4,4% | 7 | 192 127 | 5,7% | 5 | 32,6% |
| BDU | | | | 184 135 | 5,5% | 6 | |
| BRS-ORABANK | 0 | 0,0% | 9 | 172 442 | 5,1% | 7 | |
| BABF | 2 000 | 2,4% | 8 | 159 368 | 4,7% | 8 | 36,7% |
| SGBB-SGBF | 11 462 | 13,6% | 4 | 143 171 | 4,2% | 9 | 19,8% |
| BSIC | 0 | 0,0% | 9 | 126 428 | 3,7% | 10 | |
| WBI | | | | 103 461 | 3,1% | 11 | |
| BHBF-IBBANK | 0 | 0,0% | 9 | 98 953 | 2,9% | 12 | |
| BADF | | | | 86 269 | 2,6% | 13 | |
| BICIAB-VISTA BANK | 20 877 | 24,8% | 1 | 71 419 | 2,1% | 14 | 9,2% |
| CBAO | | | | 5 550 | 0,2% | 15 | |
| BACB | 0 | 0,0% | 9 | | | | |
| TOTAL | 84 035 | 100,0% | | 3 377 010 | 36,5% | | 30,2% |

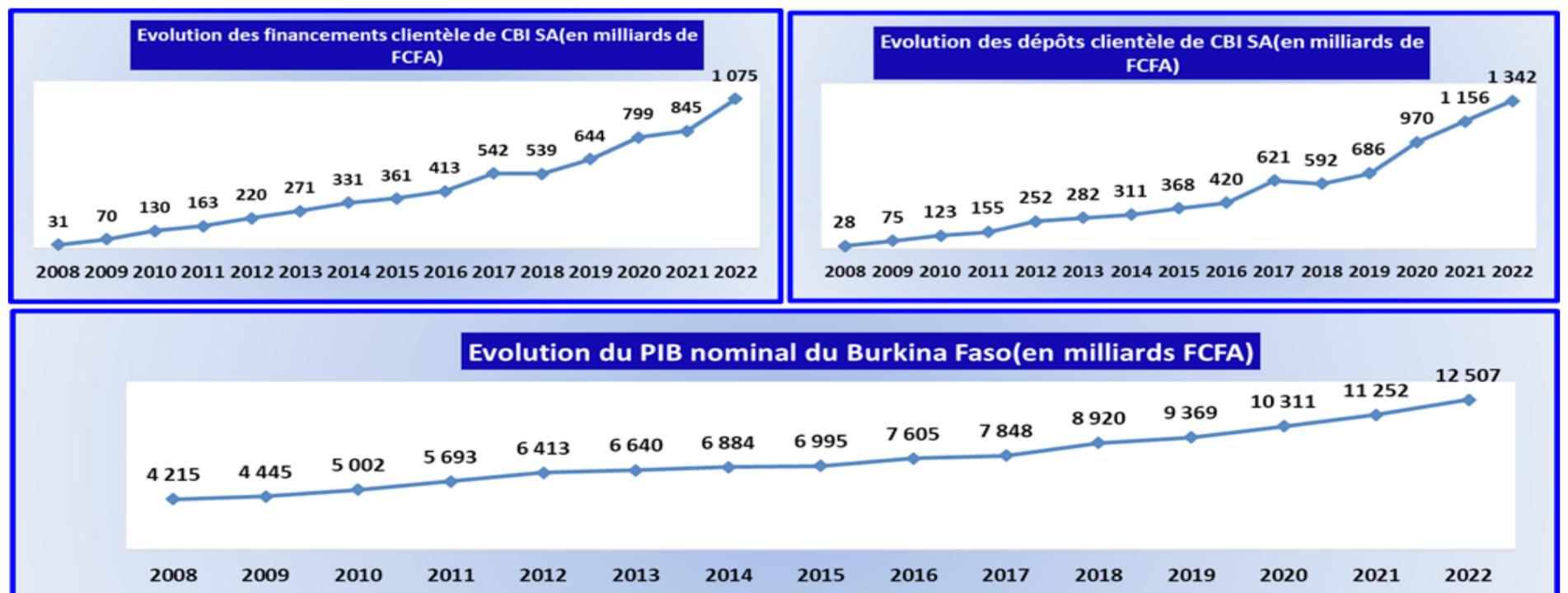
Source : Rapport annuel 2008 de la Commission Bancaire et données APBEF 2022

L'encours des titres publics détenus par les banques de la place financière du Burkina Faso s'élevait à **84,0 milliards FCFA** en 2008. Environ un quart de cet encours (**24,8%**) était détenu par la BICIAB qui était le leader sur ce marché. CBI SA venait en 5^{ème} position avec un encours de **5,0 milliards FCFA** et une part de **5,9%**. A fin 2022, l'encours des titres détenus par les banques de la place s'est établi à **3 377,0 milliards FCFA**, soit une croissance annuelle moyenne de **30,2%**. Le marché est à cette date structurellement dominé par CBI SA qui détient un encours de **825,0 milliards FCFA** en croissance annuelle moyenne de **44,0%** depuis 2008 et une part de marché de **24,4%**. Cette croissance est la plus forte observée au cours de la période.

II.3 Analyse des variables d'études

Comme évoqué ci-haut, les dépôts et les crédits de CBI SA ont connu des croissances moyennes annuelles respectives de **32%** et **29%** en quinze (15) ans pour se fixer respectivement à **1 075 milliards FCFA** et **1 342 milliards FCFA** au 31 décembre 2022.

Graphique 7 : Evolution des indicateurs de performance de CBI SA et du PIB 2008 à 2022



Source : Données CBI SA, et BCEAO

Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso

Evidence empirique sur la contribution de Coris Bank International SA

Encadré 1 : Equation fondamentale de Comptabilité nationale

L'équation fondamentale de la comptabilité nationale traduit l'idée selon laquelle, la totalité de la production d'une économie est utilisée pour la consommation, l'investissement, les dépenses publiques et pour équilibrer le commerce extérieur :

$$PIB = C + I + G + (X - M) ;$$

C : Consommation des ménages ;

I représente l'investissement qui comprend les dépenses réalisées par les entreprises et le gouvernement pour acquérir des biens de production tels que des machines, équipements et pour construire de nouvelles infrastructures ; G représente les dépenses publiques, c'est-à-dire les dépenses du gouvernement pour fournir des biens et services publics tels que l'éducation, la santé, la défense ;

X-M représente la balance commerciale, différence entre les exportation

Dans le cadre de cette étude, l'indicateur retenu pour appréhender la croissance économique est le PIB nominal qui est une mesure économique de la valeur totale de tous les biens et services finaux produits dans une économie au cours d'une période en utilisant les prix courants (ou les prix actuels). En quinze ans, le PIB nominal du Burkina Faso est passé de **4 215 milliards FCFA** à **12 507 milliards FCFA**, soit une croissance annuelle moyenne de **8,08%**. La comptabilité nationale offre un cadre conceptuel pour analyser la structure de l'économie d'un pays et ses interactions avec le reste du monde (voir encadré).

Dans ce contexte, la contribution de CBI SA à la croissance économique peut être envisagée à travers deux canaux principaux : le canal du financement direct et celui de l'intermédiation financière.

S'agissant du financement direct, les dépôts d'une banque sont un moyen essentiel de mobiliser l'épargne des ménages et des entreprises. Lorsque les dépôts augmentent, la banque dispose de ressources supplémentaires pour octroyer les crédits :

les crédits peuvent être destinés à financer des investissements productifs dans des projets d'infrastructures, d'entreprises ou d'agriculture. L'investissement accru stimule l'activité économique, crée des emplois et favorise la production de biens et services. L'investissement est un moteur clé de la croissance économique car il accroît la capacité productive de l'économie à long terme.

en même temps, le financement direct peut également renforcer la consommation des ménages et des entreprises, ce qui est susceptible de soutenir la demande intérieure et par suite, stimuler la production de biens et services.

S'agissant du canal de l'intermédiation financière, la banque joue un rôle dans l'allocation optimale des ressources financières dans l'économie. En fournissant un mécanisme d'intermédiation entre les agents économiques ayant un excès de liquidité et

ceux ayant des besoins de financement, elle contribue à améliorer la productivité globale de l'économie.

III. Analyse économétrique

III.1 Méthodologie de l'étude

L'examen des travaux empiriques dans la revue de littérature montre que la nature de la relation entre le développement financier et la croissance économique ne suit pas une logique générale ; à **binverse, ce lien** est fonction, dans chaque pays, de la structure de l'économie, du dynamisme du système financier et plus important encore, des représentations utilisées dans les modèles (George Adu et George Marbuah décembre 2013). Dans cette étude, il sera exposé les canaux par lesquels CBI SA contribue au développement économique du Burkina Faso. De ce fait, il sera construit des modèles de Co intégration ARDL pour mesurer les effets à court et à long terme entre la croissance économique et les activités de financement de l'économie réalisées par CBI SA au cours des quinze dernières années.

i. Modèle Spécification

Les modèles ARDL ou « modèles autorégressifs retardés » sont des modèles dynamiques qui se caractérisent par la prise en compte de la dynamique temporelle dans l'explication d'une variable, permettant ainsi d'améliorer la prévision et l'efficacité des décisions. L'avantage d'un tel modèle est qu'il peut être utilisé sur des variables intégrées dans des ordres différents, et reste très efficace pour les petits échantillons. Plus précisément, le modèle ARDL est une combinaison de deux modèles :

• **Modèle autorégressif (AR)** qui prend en compte les informations passées de la variable dépendante $Y_t = f(Y_{t-1}, X_t) + \epsilon_t$

• **Un modèle de retard distribué (DL)** qui prend en compte les informations passées des variables explicatives., $Y_t = f(Y_t, X_{t-1}) + \epsilon_t$

Ainsi, la combinaison de ces deux modèles produit un modèle ARDL (modèle autorégressif avec décalage échelonné ou distribué), dont sa forme générale se décline comme suit : $Y_t = c_1 + i = 1p\beta_1 i Y_t + i = 1p\phi_1 i X_{t-i} (1)$

ii. Co-intégration avec modèle ARDL

La technique de co-intégration³ suppose l'existence d'un modèle d'ARDL avec un décalage optimal dont l'estimation est basée en générale sur les critères AIC (Critère d'Information d'Akaike) ou SIG. Le modèle ARDL ne peut pas être valide lorsque l'une des variables du modèle intégré à un ordre de grandeur supérieur à un (01). Par conséquent, pour estimer un modèle ARDL, il est nécessaire de vérifier la stabilité des variables et de s'assurer qu'à l'issue du modèle ARDL optimal, les tests de diagnostiques (Hétéroscédasticité, Autocorrélation, Normalité et stabilité du modèle) soient vérifiés. Plusieurs tests statistiques ont été proposés par les chercheurs pour tester la propriété stationnaire⁴ des séries temporelles, en l'occurrence le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF), le test de Phillips-Perron (PP), le test de Andrews et Zivot (AZ), et le test KPSS (Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin).

Pour examiner la contribution de CBI SA à la croissance économique, cette étude propose deux modèles ARDL pour étudier la co-intégration. Le choix de ce modèle est motivé par les résultats divers et parfois contradictoires des recherches sur la relation entre le développement financier et la croissance économique. Les travaux de Schumpeter en 1911 ont mis en avant l'importance du secteur financier dans le développement économique, et les théories de Mac Kinnon (1973) et Shaw (1973) ont influencé les recommandations de libéralisation financière des institutions internationales pour stimuler la croissance et le développement. Les principaux canaux par lesquels le développement financier influe sur la croissance sont : la diversification du risque, qui encourage l'investissement dans des actifs productifs ; l'efficacité de l'intermédiation, qui améliore l'investissement et réduit les pertes d'intermédiation ; et la présence d'intermédiaires financiers qui facilite le partage d'informations et la spécialisation des facteurs économiques, stimulant ainsi l'efficacité globale de l'économie et favorisant la croissance. Ainsi, les modèles retenus dans cette étude sont :

$$LOG(PIB)_t = c_1 + i = 1p\phi_1 i LOG(CRED)_{t-i} + i = 1p\phi_2 i LOG(PIB)_{t-i} + \mu_1 t (2)$$

³ La co-intégration en série temporelle est un concept important qui indique qu'il existe une relation de long terme stable entre plusieurs séries temporelles, même si individuellement elles peuvent présenter des comportements non stationnaires.

⁴ L'étude de la stationnarité garantie la stabilité des relations à long terme, l'interprétation correcte des résultats du modèle, la fiabilité des prévisions et la validité des tests statistiques

$$LOG(PIB)_t = c_2 + i = 1p\phi_2 i LOG(DEP)_{t-i} + i = 1p\phi_2 i LOG(PIB)_{t-i} + \mu_1 t (3)$$

iii. Test de causalité

Le Test de causalité au sens de Granger (1969) est une approche de la causalité qui ne traite pas des propriétés de causalité (causale) mais plutôt la propriété prédictive de la cause probable par rapport à un résultat. En effet, selon Granger, une variable X cause une autre variable Y, si la connaissance des valeurs passées de X permet une meilleure prédiction de Y. Cependant, le test de causalité de Granger ne s'applique qu'aux séries intégrées dans le même ordre et reste inefficace sur des petits échantillons. Pour pallier à cette insuffisance, il est fait recourt au test de causalité au sens de Toda-Yamamoto (1995) qui est valable lorsque les variables non stationnaires ne sont pas Co intégrées ou sont intégrées à des ordres différents.

III.2 Résultat de l'étude

i. Source et choix des variables de l'analyse

Dans cette recherche nous utilisons les données publiées dans les rapports annuels de la BCEAO et de CBI SA sur la période 2008 à 2022. Les variables retenues à cet effet sont :

(1) le logarithme du produit intérieur brut nominal (PIBN) : cette variable est utilisée pour mesurer la croissance économique du Burkina Faso ;

(2) la mesure de la contribution de CBI SA au financement de l'économie est mesurée par le logarithme du crédit accordé au secteur privé. C'est un indicateur alternatif utilisé dans les revues de littérature pour mesurer le développement financier d'un pays ou d'une région. Le logarithme des dépôts permet de connaître si les dépôts clientèle de CBI SA sont canalisés pour financer l'économie à travers le crédit bancaire.

ii. Stationnarité des séries

De façon générale, une série temporelle est dite stationnaire lorsque les valeurs prises par cette série sont issues d'un processus dont les propriétés en termes de moment ou de loi sont invariantes dans le temps. Cela signifie que la loi du couple dépend uniquement de . En économétrie, la préoccupation du chercheur de tester la stationnarité des variables dépend non seulement de l'objectif et du type de modèle qui seront utilisés. Dans le cas d'un modèle ARDL a Co intégration, l'objectif est de vérifier que toutes les variables sont intégrées d'ordre inférieur ou égale à un (01). Pour parvenir à cette conclusion, le test Augmenté Dickey-Fuller (ADF), le test de Phillips-Perron (PP), le test KPSS (Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin) et le test de stabilité seront mis en œuvre pour vérifier cette condition.

Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso

Evidence empirique sur la contribution de Coris Bank International SA

Tableau N°06 : Résultats des tests de stationnarité

l'absence d'autocorrélation des erreurs. Les tests d'Hété-

nous effectuons des tests de causalité afin d'être plus pré-

| PP | | | KPSS | | | ADF | | | ORDRE MAXIMAL | |
|-------------|------|------------|--------|------|------------|----------|------|------------|---------------|------|
| LOG(DEPOT) | I(0) | CONS+TREND | 0.0001 | I(0) | CONS+TREND | 0.163357 | i(1) | CONS+TREND | 0.0936 | I(1) |
| LOG(CREDIT) | I(0) | CONS+TREND | 0.0001 | I(0) | CONS+TREND | 0.154549 | I(0) | CONS+TREND | 0.0093 | I(0) |
| LOG(CREDIT) | i(1) | CONS+TREND | 0.0463 | i(0) | CONS | 0.608528 | i(1) | CONS | 0.0517 | I(1) |

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 9)

Les séries sont ainsi intégrées à des ordres différents mais inférieurs ou égale à un (01), ce qui rend inefficace le test de Co intégration de Engel et Granger (cas multivarié) et celui de Johansen. Il est donc plus judicieux d'utiliser le test de Co intégration aux bornes (Pesaran, 2001).

iii. Test de Co intégration (Pesaran)

Les séries utilisées dans notre étude sont intégrées à des ordres différents. Il sera donc mis en œuvre le test de Co intégration (Pesaran). Ainsi, le processus suivant est retenu :

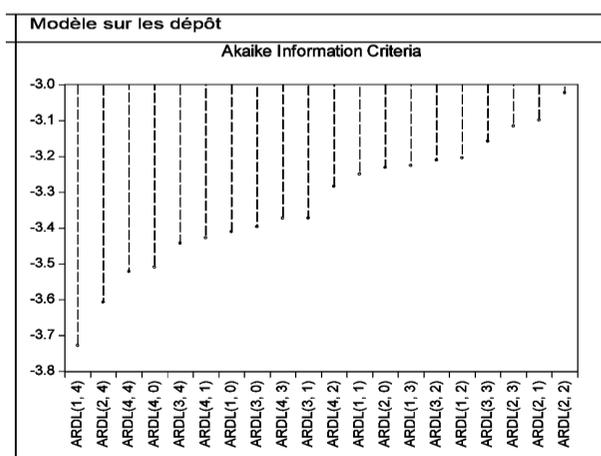
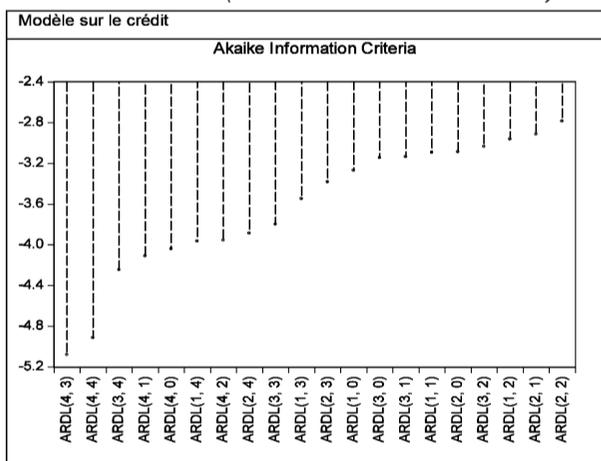
- déterminer le décalage optimal à l'aide des critères (AIC, SIC) ;
- recourir au test de Fisher pour tester la Co intégration entre séries.

1. Décalage optimal et estimation du modèle ARDL

Nous nous servons du critère d'information de Schwarz (SIC) pour sélectionner le modèle ARDL optimal, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec le moins de paramètres. Le graphique ci-dessous donne les résultats de la détermination du modèle ARDL optimal retenu :

Graphique 8 : Choix du modèle ARDL

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 9)



Comme on peut le voir, les modèles ARDL (4,3) et ARDL (1,4) sont les plus optimaux parmi les 19 autres présentés, car ils offrent la plus petite valeur du AIC. Par ailleurs, au regard des tests qui permettent de diagnostiquer la validité du modèle ARDL estimé, l'on note

rosécédasticité, de normalité des erreurs et, de stabilité du modèle réalisés se présentent comme suit :

Tableau N°07 : Tests diagnostiques

| Hypothèse du test | Tests | P-Value (modèle crédit) | P-Value (modèle dépôt) |
|--------------------|---------------|-------------------------|------------------------|
| Hétéroscédasticité | Breusch-Pagan | 0,2436 | 0,3506 |
| | ARCH | 0,4932 | 0,1218 |
| Autocorrélation | Graphique | OK(voir annexe) | OK(voir annexe) |
| Normalité | jarque bera | 0,78 | 0,87 |
| stabilité | CUSUM | OK(voir annexe) | OK(voir annexe) |

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 9)

Les différents tests effectués, à savoir le test d'hétéroscédasticité, d'autocorrélation, de stabilité et de normalité des résidus sont vérifiés. Les modèles ARDL (4,3) et ARDL (1,4) estimés sont globalement bons (f-stat) et expliquent respectivement à 99,8% et 99,16% (Annexe 2) la dynamique de la croissance économique sur la période 2008 à 2022.

2. Test de Co intégration aux bornes

Le test de Co intégration de Pesaran et al. (2001) exige que le modèle ARDL soit estimé au préalable. La statistique du test calculée, soit la valeur F de Fisher, sera comparée aux valeurs critiques (qui forment des bornes).

Tableau N°08 : Résultats du test de Co intégration aux bornes

| Modèle sur le crédit | | | Modèle sur les dépôts | | |
|-----------------------|----------|----------|-----------------------|----------|----------|
| Test Statistic | Value | k | Test Statistic | Value | k |
| F-statistic | 10.91936 | 1 | F-statistic | 3.556888 | 1 |
| Critical Value Bounds | | | Critical Value Bounds | | |
| Significance | I0 Bound | I1 Bound | Significance | I0 Bound | I1 Bound |
| 10% | 3.02 | 3.51 | 10% | 3.02 | 3.51 |
| 5% | 3.62 | 4.16 | 5% | 3.62 | 4.16 |
| 2.5% | 4.18 | 4.79 | 2.5% | 4.18 | 4.79 |
| 1% | 4.94 | 5.58 | 1% | 4.94 | 5.58 |

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 9)

Les résultats du test de cointégration aux bornes confirment l'existence d'une relation de cointégration entre le volume de crédit injecté dans l'économie par CBI SA, les dépôts de la clientèle et la croissance économique (la valeur de F-stat est supérieure à celle de la borne supérieure), ce qui donne la possibilité d'estimer les effets de long terme et de court terme entre financement à la clientèle, collecte de dépôts de la clientèle par CBI SA et développement économique au Burkina Faso.

iv. Corrélation et Causalité entre variables

Du fait de la distinction entre causalité et corrélation (existence d'un lien positif ou négatif entre deux séries)

cis, car par définition, la causalité implique la corrélation, mais l'inverse n'est pas vérifié.

Test de causalité de Toda-Yamamoto entre variables
Les résultats du test de causalité au sens de Toda-Ya-

mamoto (1995) sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°09 : Test de causalité de Toda-Yamamoto

| Variables dépendantes | PIB N | dépôt | Crédit |
|-----------------------|----------|--------|--------|
| PIB N | | | 0.2074 |
| dépôt | 0.0000 | | |
| Crédit | 0.0003** | 0.0014 | |

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 9)

Ce tableau nous renseigne sur les différents sens de causalité au sens de Toda-Yamamoto. En effet, suivant le test de Toda-Yamamoto, le financement par le crédit bancaire de CBI SA et les dépôts de sa clientèle impactent fortement la croissance économique au Burkina Faso.

Cependant la réciprocity n'est pas vérifiée. Il existe un sens unidirectionnel entre ces deux concepts.

v. Coefficients de Long terme et dynamique de court terme

I. Coefficients de court terme (CT)

Le coefficient d'ajustement ou force de rappel est statistiquement significatif, il est compris entre zéro (0) et un (01) en valeur absolue pour les deux modèles, ce qui garantit un mécanisme de correction d'erreur, et donc l'existence d'une relation de long terme entre les variables de l'étude.

Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso

Evidence empirique sur la contribution de Coris Bank International SA

| Modèle sur le crédit | | | | | Modèle sur les dépôts | | | | |
|------------------------|-------------|------------|-------------|--------|-----------------------|-------------|------------|-------------|--------|
| Cointegrating Form | | | | | Cointegrating Form | | | | |
| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. | Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
| D(PIB_NOMINAL_LOG(-1)) | -0.127448 | 0.147458 | -0.864300 | 0.4785 | D(DEPOT_LOG(-1)) | 0.148120 | 0.057777 | 2.563648 | 0.0624 |
| D(PIB_NOMINAL_LOG(-2)) | 0.167955 | 0.142614 | 1.177690 | 0.3601 | D(DEPOT_LOG(-2)) | 0.036571 | 0.056217 | 0.650535 | 0.5508 |
| D(PIB_NOMINAL_LOG(-3)) | -0.771526 | 0.112294 | -6.870601 | 0.0205 | D(DEPOT_LOG(-3)) | 0.110828 | 0.044893 | 2.468708 | 0.0690 |
| D(CREDIT_LOG(-1)) | -0.164060 | 0.058714 | -2.794230 | 0.1078 | CointEq(-1) | -0.829211 | 0.207264 | -4.000749 | 0.0161 |
| D(CREDIT_LOG(-2)) | 0.147632 | 0.056963 | 2.591703 | 0.1222 | | | | | |
| D(CREDIT_LOG(-3)) | 0.185840 | 0.036106 | 5.147011 | 0.0357 | | | | | |
| CointEq(-1) | 0.255834 | 0.031607 | 8.094205 | 0.0149 | | | | | |

Tableau N°10 : Résultats d'estimations des coefficients de CT

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 9)

En ce qui concerne les relations à court terme, le crédit exerce un effet positif sur la croissance économique à court terme même si le coefficient associé n'est pas statistiquement significatif au seuil de 5%. Ces effets s'inversent plutôt dans le temps. Le crédit bancaire de CBI SA il y a un et deux ans contribue à la croissance économique du Burkina Faso.

Ainsi, une hausse des crédits bancaires octroyés par CBI SA il y a deux ans de 1% entraîne une augmentation du PIB de 0,18% du Burkina Faso. Ces résultats confirment les travaux de certains auteurs tels que Pierre Aloyse et Mundor NDIAYE, Belouardet Seder (2002) et Salhiet Boujelbene(2011). Le coefficient de correction d'erreur positif signifie que les crédits ont tendance à revenir à leur relation d'équilibre à long terme après un écart ou un déséquilibre. Cela signifie que lorsque les crédits s'éloignent de leur relation d'équilibre, le coefficient de correction d'erreur positif indique qu'ils vont ajuster leurs valeurs dans le sens de l'équilibre à long terme.

Le dépôt bancaire quant à lui s'est avéré avoir une relation à court terme positive avec la croissance économique et est statistiquement significatif au seuil de 10%. Une augmentation de 1 % des dépôts bancaires de CBI SA s'accompagne d'une hausse d'environ 0,148 % de la croissance économique du Burkina Faso à court terme au seuil de significativité de 10%. Aussi quel que soit les retards, la croissance des dépôts de la clientèle de CBI SA contribue à la croissance économique du Burkina Faso à court terme. D'autre part, le coefficient de correction d'erreur négatif, signifie que les variables ajustent leurs valeurs de manière à s'éloigner de leur relation d'équilibre à long terme après un déséquilibre.

2. Coefficients de long terme (LT)

Tableau N°11 : Résultats d'estimation des coefficients de LT

| Modèle sur le crédit | | | | | Modèle sur les dépôts | | | | |
|-----------------------|-------------|------------|-------------|--------|-----------------------|-------------|------------|-------------|--------|
| Long Run Coefficients | | | | | Long Run Coefficients | | | | |
| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. | Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
| CREDIT_LOG | 0.209380 | 0.479200 | 0.436937 | 0.7048 | DEPOT_LOG | 0.452893 | 0.046303 | 9.781085 | 0.0006 |
| C | 5.921156 | 5.859863 | 1.010460 | 0.4186 | C | 3.034608 | 0.606381 | 5.004458 | 0.0075 |

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 9)

Le tableau 11 ci-dessus fournit les élasticités de long terme estimées. Cependant, bien qu'il existe une relation de co intégration entre les crédits octroyés par CBI SA et le développement économique, le coefficient associé n'est pas statistiquement significatif. L'effet de co intégration est une propriété statistique qui indique qu'il existe une relation à long terme stable entre les variables étudiées lorsqu'il y a une co intégration, cela signifie qu'une combinaison linéaire de ces variables est stationnaire. Les tests de stationnarité n'étant pas efficaces sur des petits échantillons, cela peut expliquer ce résultat. Néanmoins, un tel résultat est toujours observable d'un point de vue statistique.

Les dépôts collectés par la banque exercent un effet positif et significatif au seuil de 5% sur la croissance économique à long terme du Burkina Faso. Ainsi, une hausse des dépôts de 1% entraîne une hausse de la croissance économique de 0,45% à long terme. Cette relation s'explique par le fait que les dépôts bancaires représentent une source

de financement essentielle pour les investissements productifs dans une économie. Les dépôts sont utilisés par la banque pour accorder des prêts aux entreprises et aux entrepreneurs entraînant une augmentation de l'offre de crédit aux agents économiques, ce qui favorise l'expansion des activités productives et stimule ainsi la croissance économique. CBI SA s'inscrit dans cette dynamique avec un taux de transformation supérieur à 75%.

L'analyse effectuée à travers le ARDL ou « modèle autorégressif retardé » montre un lien de causalité entre le développement des activités de CBI SA et la croissance économique au Burkina Faso. En effet, les résultats statistiques montrent qu'une hausse des crédits bancaires octroyés à la clientèle par CBI SA de 1% entraîne une augmentation du PIB de 0,18% du Burkina Faso avec un effet retardé de deux ans. Aussi, une progression des dépôts de la clientèle de cette banque de 1% a un effet à court terme sur la croissance du PIB Burkinabè de 0,148% à court terme. A long terme, l'impact sur le niveau du PIB est de 0,45%.

CONCLUSION

La présente étude s'est intéressée à l'analyse de la relation entre le développement du secteur financier et le développement économique des pays. Dans le cas d'espèce, après avoir constaté un développement rapide du secteur financier burkinabè depuis 2008 porté surtout par une banque, en l'occurrence Coris Bank International, il est nécessaire de comprendre si ce développement avait un impact direct sur la croissance économique du pays.

L'analyse descriptive a permis de savoir que le pays est passé de la 5^{ème} place à la 3^{ème} place bancaire de l'UEMOA entre 2008 et 2012 et garde depuis lors cette position. CBI SA qui est l'objet de l'étude a connu une progression rapide de ses indicateurs de gestion notamment le Produit Net Bancaire, le Résultat Net, l'encours de crédit accordé, l'encours de dépôts etc.

L'analyse économétrique à travers l'utilisation des méthodes statistiques telles que les ARDL et des tests de causalité a permis d'établir plusieurs liens entre la croissance économique du Burkina Faso mesurée par le PIB Nominal et la croissance des crédits accordés au secteur privé par CBI SA ainsi que le niveau de dépôts clientèle de la banque. Les résultats statistiques montrent qu'une hausse des crédits bancaires octroyés à la clientèle par CBI SA de 1% entraîne une augmentation du PIB de 0,18% du Burkina Faso avec un effet retardé de deux ans. Aussi, une progression des dépôts de la clientèle de cette banque de 1% a un effet à court terme sur la croissance du PIB Burkinabè de 0,148% à court terme. A long terme, l'impact sur le niveau du PIB est de 0,45%. Ces résultats confirment ceux issus de la littérature, notamment les résultats de G.S. Balago en 2014 au Nigéria, B. Igue en 2013 dans la zone UEMOA ou encore B.S. Dembele et M. Machrafi en 2021 en Côte d'Ivoire. L'originalité de cette étude est qu'elle est pratiquement la pionnière dans la zone UEMOA à mesurer l'effet d'une banque sur la croissance économique d'ensemble d'un pays et les résultats prouvent qu'il est possible que les banques classées parmi les EBIS (Etablissement Bancaire d'Importance Systémique) par la Commission bancaire de l'UMOA peuvent avoir des impacts individuellement pris sur la croissance économique des pays.

Comme toute étude scientifique, la principale limite de cette étude réside dans la profondeur des données utilisées. En effet, les données utilisées s'étalent sur une période de quinze (15) ans, de 2008 à 2022, ce qui peut être insuffisante pour apprécier l'impact à long terme des activités de la banque sur la croissance économique au Burkina Faso. Cependant en s'appuyant sur le test de causalité au sens de Toda et Yamamoto, le modèle ARDL permet d'aboutir à des résultats intéressants.

En termes d'ouverture et de perspectives de recherche, nous proposons un approfondissement du thème à travers la duplication de la recherche dans d'autres pays de la zone UEMOA ou hors UEMOA.

REMERCIEMENT

Nos remerciements les plus sincères vont à l'endroit du Président du Groupe Coris, Idrissa NASSA, au Directeur Général de Coris Holding, Monsieur Diakarya OUATTARA et à la Directrice Générale de Coris Bank International SA, Madame Gisèle GUMEDZOE pour avoir accepté la réalisation de cette étude et facilité l'accès aux données de la banque sur la période 2008 à 2022.

Nos remerciements vont également à l'endroit des chercheurs, Ousmane TRAORE, Professeur en économie, Guiro Jeudi TOPAN, Docteur en économie et Rodrigue MARE, Docteur en démographie et en santé publique et Ingénieur Statisticien Economiste.

Nous tenons également à remercier le Conseil d'Administration de Coris Bank International SA qui a bien voulu accepter de nous accompagner dans la publication de cet article.

Activités bancaires et croissance économique au Burkina Faso: évidence empirique sur la contribution de Coris Bank International SA

BIBLIOGRAPHIE

✓ Ouvrage

ALLOUCHE, J. et ISABELLE, H. (1998). « Contrôle, coordination et régulation : les nouvelles formes organisationnelles », Finance Contrôle Stratégie, volume 1, n°2, juin 1998, pp. 5-31 ;

✓ Articles et revues

AVENIER M-J. (2011), « Les paradigmes épistémologiques constructivistes : post-modernisme ou pragmatisme? », Management Prospective Ed. | « Management & Avenir », 2011/3 n° 43 | pages 372 à 391 ;

NDIAYE M. (2020), « Développement financier, instabilité financière et croissance économique : cas des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine(UEMOA) », Revue économique et monétaire n° 28, 2020/12 | pages 10 à 57

REVUE REGION ET DEVELOPPEMENT N°10-1999 ; Développement du secteur financier et croissance : le cas des pays émergents méditerranéens, Université Montesquieu-Bordeaux IV,

DEMBELE B.S. & MACHRAFI M. (2021) « L'impact du secteur bancaire sur la croissance économique en Côte d'Ivoire de 1990 à 2019 », Revue Internationale du Chercheur « Volume 2 : Numéro 2 » pp : 511 – 529,

Gilles Wilème Tchamba (2011) « Problématique de financement bancaire de l'économie : expérience du Congo-Brazzaville », Revue Congolaise de Gestion N°13 pp : 63 – 84.

Sekali et Bouzahzah, (2021) « Développement financier et croissance économique : Cas du Maroc », International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics « Volume 2 : ISSN : 2658-8455.

SAMBOU et FAHAD (2021) « Quel sens de causalité entre la croissance économique et le crédit intérieur au secteur privé : cas du Sénégal (1980-2018) », Revue «Repères et Perspectives Economiques» Vol. 5/N° 1 / mars 2021 ISSN : 2509-0399.

HEMCHE et BENALLAL (2015) « L'effet du développement financier sur la croissance économique : Cas de l'Algérie (1994-2014) -Etude économétrique », researchgate.

Hussain et Chakraborty (2012) « Causality between Financial Development and Economic Growth: Evidence from an Indian State», The Romanian Economic Journal.

✓ Thèses

FOROGO P. (2022), Conduite du changement dans le système bancaire burkinabè lors de la pandémie sanitaire de la Covid-19, Académie des Sciences de Management de Paris (ASMP) ;

TACCOLA-LAPIERRE S. (2008), Le dispositif prudentiel Bâle II, autoévaluation et contrôle interne : une application au cas français, Université du Sud, Toulon-Var ;

✓ Rapports

APBEF-BF. (2022), « Données de la place au 31 décembre 2022 » ;

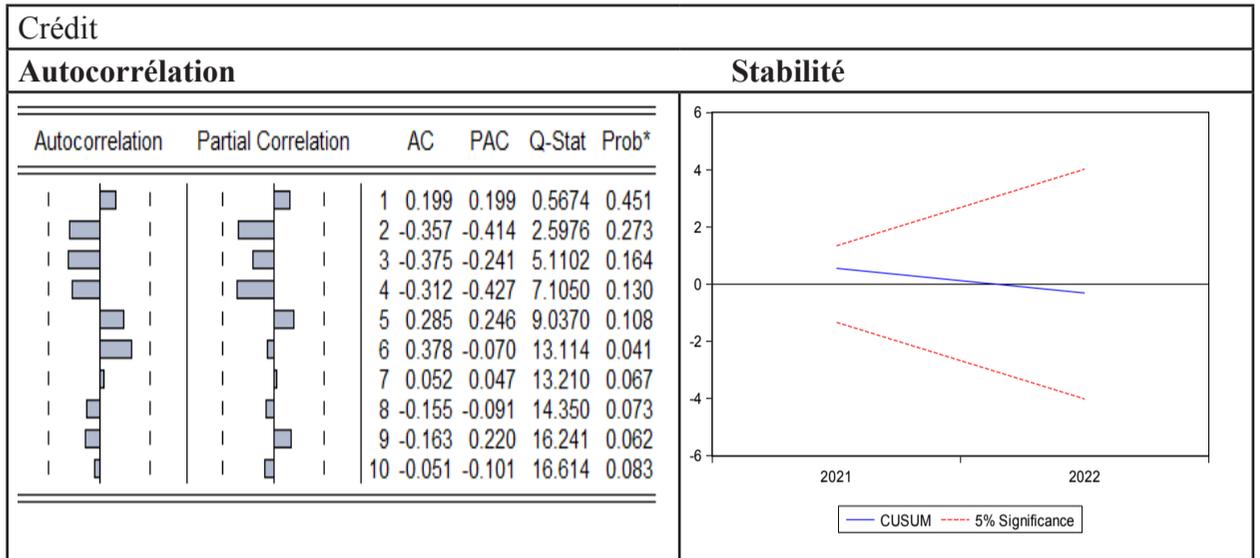
BCEAO. (2016), « Dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'Union Monétaire ouest Africaine » ;

Commission Bancaire de l'UMOA, « Rapports annuels 2008 à 2022 » ;

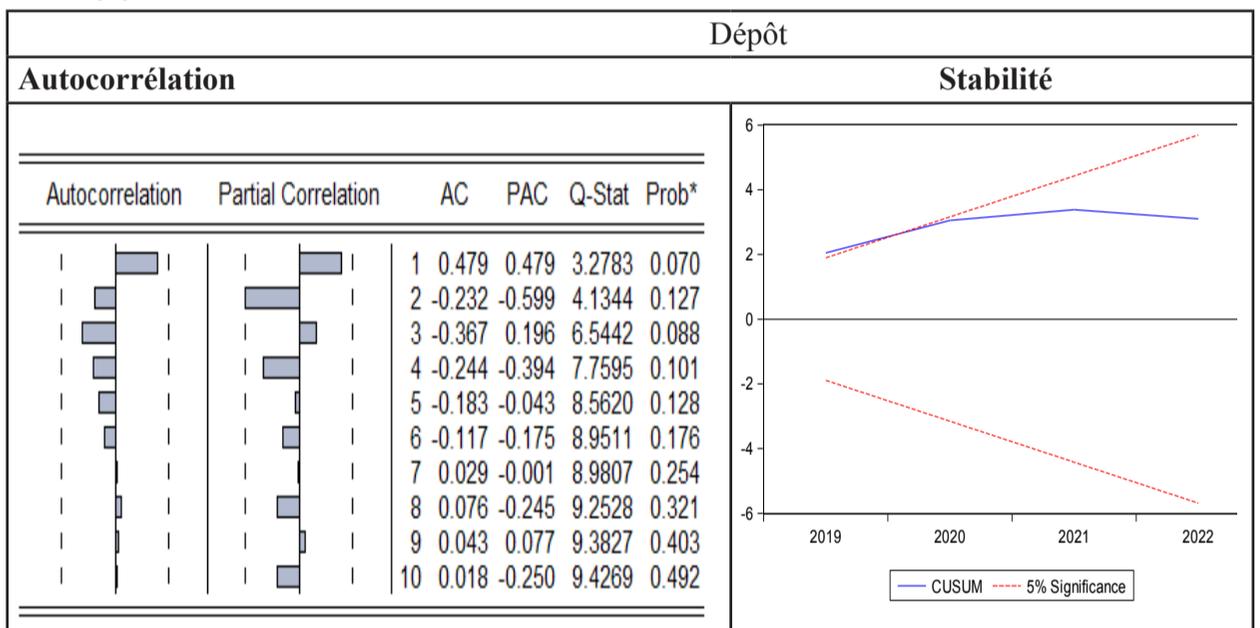
Coris Bank International SA, « Rapports annuels 2008 à 2022 ».

ANNEXE

Annexe 1



Annexe 2



Annexe 3

| CREDIT | | | | | DEPOT | | | | |
|---------------------|-------------|-----------------------|-------------|--------|---------------------|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.* | Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.* |
| PIB_NOMINAL_LOG(-1) | 1.128386 | 0.370741 | 3.043593 | 0.0931 | PIB_NOMINAL_LOG(-1) | 0.170789 | 0.416089 | 0.410463 | 0.7025 |
| PIB_NOMINAL_LOG(-2) | 0.295403 | 0.260208 | 1.135258 | 0.3740 | DEPOT_LOG | 0.148120 | 0.110518 | 1.340229 | 0.2512 |
| PIB_NOMINAL_LOG(-3) | -0.939481 | 0.274624 | -3.420973 | 0.0759 | DEPOT_LOG(-1) | 0.263996 | 0.118274 | 2.232060 | 0.0894 |
| PIB_NOMINAL_LOG(-4) | 0.771526 | 0.299151 | 2.579054 | 0.1232 | DEPOT_LOG(-2) | 0.074256 | 0.108443 | 0.684749 | 0.5311 |
| CREDIT_LOG | -0.164060 | 0.193963 | -0.845829 | 0.4867 | DEPOT_LOG(-3) | 0.024269 | 0.100763 | 0.240855 | 0.8215 |
| CREDIT_LOG(-1) | 0.258125 | 0.110546 | 2.335012 | 0.1446 | DEPOT_LOG(-4) | -0.135097 | 0.068110 | -1.983501 | 0.1183 |
| CREDIT_LOG(-2) | 0.038208 | 0.138467 | 0.275937 | 0.8085 | C | 2.516331 | 1.657689 | 1.517976 | 0.2036 |
| CREDIT_LOG(-3) | -0.185840 | 0.080048 | -2.321609 | 0.1460 | R-squared | 0.991618 | Mean dependent var | 9.036919 | |
| C | -1.514832 | 1.645705 | -0.920476 | 0.4545 | Adjusted R-squared | 0.979046 | S.D. dependent var | 0.227396 | |
| R-squared | 0.998493 | Mean dependent var | 9.036919 | | S.E. of regression | 0.032917 | Akaike info criterion | -3.728547 | |
| Adjusted R-squared | 0.992464 | S.D. dependent var | 0.227396 | | Sum squared resid | 0.004334 | Schwarz criterion | -3.475341 | |
| S.E. of regression | 0.019741 | Akaike info criterion | -5.080668 | | Log likelihood | 27.50701 | Hannan-Quinn criter. | -3.888158 | |
| Sum squared resid | 0.000779 | Schwarz criterion | -4.755117 | | F-statistic | 78.87248 | Durbin-Watson stat | 3.127579 | |
| Log likelihood | 36.94367 | Hannan-Quinn criter. | -5.285882 | | Prob(F-statistic) | 0.000417 | | | |
| F-statistic | 165.6155 | Durbin-Watson stat | 2.469609 | | | | | | |
| Prob(F-statistic) | 0.006015 | | | | | | | | |